

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.475
11 juin 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quatorzième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

Salvador : projet de résolution

Financement des programmes de développement économique de la Somalie sous administration italienne par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Le Conseil de tutelle,

Tenant compte des déclarations de l'Autorité chargée de l'administration de la Somalie, selon lesquelles les capitaux étrangers doivent contribuer au développement économique de ce Territoire,

Ayant entendu les déclarations faites dans le même sens par les deux vice-présidents du Conseil territorial de la Somalie devant le Conseil de tutelle, et tenant compte du fait que, le 4 janvier 1954, le Conseil territorial a donné l'assurance la plus formelle et la plus solennelle que les intérêts de toute entreprise privée étrangère qui investit des capitaux dans le Territoire seront respectés et sauvegardés et que ces entreprises seront traitées sur un pied d'égalité avec les entreprises autochtones dans le cadre de l'organisation future du Territoire,

Considérant les programmes de développement économique de la Somalie élaborés par l'Autorité administrante en vue de donner au futur Etat somali une base économique solide,

1. Invite l'Autorité administrante à prendre les mesures nécessaires, en sa qualité de membre de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour que cette institution étudie la possibilité de contribuer au financement des programmes de développement économique de la Somalie, dans la mesure où elle peut le faire, conformément à ses statuts et à ses principes directeurs;

2. Recommande à l'Autorité administrante d'étudier la possibilité d'associer les capitaux privés somalis et étrangers aux entreprises pour lesquelles la Banque internationale pour la reconstruction et le développement est disposée à consentir des prêts;

3. Prie instamment l'Autorité administrante de donner la plus large publicité aux programmes de développement économique qu'elle a élaborés afin de susciter l'intérêt des populations locales et étrangères et d'obtenir leur coopération dans l'exécution desdits programmes.
